

Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation
 DEBATE ON THE TEACHING OF HISTORY IN QUEBEC /
 DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU QUÉBEC

Débat sur l'enseignement de l'histoire : des nuances s'imposent

Josiane Lavallée

Dans leur texte critique, *Cris et chuchotements : la citoyenneté au cœur de l'enseignement de l'histoire au Québec*, en regard au débat sur l'enseignement de l'histoire qui sévit depuis sept ans au Québec, les didacticiens Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David LeFrançois souhaitent d'entrée de jeu « lézarder le front hétéroclite » des historiens qui ont dénoncé le programme d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* dès 2006. À juste titre, ils ont tout à fait raison de dire qu'il s'agissait d'un groupe varié d'historiens, certains progressistes de gauche, tandis que d'autres étaient issus de la mouvance conservatrice de droite. Toutefois, contrairement à ce que les auteurs écrivent dans leur texte, ce sont à l'origine deux historiens progressistes, Robert Comeau et Josiane Lavallée,¹ qui ont été les initiateurs de la Coalition pour l'histoire et c'est seulement dans un deuxième temps que les historiens conservateurs se sont joints à cette Coalition. Ces historiens progressistes n'ont jamais été livrés à une campagne de désinformation de la part de leurs collègues conservateurs, puisque ce sont eux-mêmes qui ont été les premiers à dénoncer le contenu du programme d'histoire dès avril 2006 lors de sa découverte sur un site internet. Dès ce moment, ils en informèrent le journaliste du *Devoir* Antoine Robitaille qui publia la nouvelle le 27 avril 2006. En conséquence, il est totalement faux de dire que « l'attaque initiale contre le projet de programme, en avril 2006, est une réaction d'abord épidermique et peu informée d'une frange de militants nationalistes préoccupés par la propagande canadienne ». Ainsi, il serait malaisé de dire qu'à ses débuts cette Coalition fut celle des conservateurs québécois et de personnes désinformées quand on sait qu'il s'agissait d'historiens progressistes² préoccupés par l'enseignement de l'histoire dispensé dans les écoles et au fait des différentes problématiques reliées à cette question. Maintenant que nous avons clarifié ce point, venons-en au cœur de la principale problématique c'est-à-dire la présence de l'éducation à la citoyenneté dans les contenus de programme et le nationalisme civique québécois.

Histoire et éducation à la citoyenneté : une imbrication récente

Selon les auteurs, « l'enseignement de l'histoire au Québec s'occupe depuis longtemps de la formation à la citoyenneté ». Bien qu'il soit tout à fait vrai que l'histoire enseignée dans les écoles québécoises a toujours eu selon les époques une fonction de formation citoyenne, celle-ci était bien souvent laissée à la discrétion des enseignants et n'était pas directement évaluée. De plus, cette dernière n'était pas explicite dans les contenus de programmes comme c'est le cas aujourd'hui avec la compétence 3 sur l'éducation à la citoyenneté. Ainsi, si dans les années 1960 les cours se devaient de former de bons citoyens Canadiens français vertueux, catholiques et patriotiques adhérant à une même mémoire collective et une même fierté nationale, l'enseignant n'avait pas à l'évaluer proprement dit. De plus, cette éducation civique se prodiguait dans toutes les matières et non seulement en histoire. Ensuite, pour les années 1970 les auteurs Éthier, Cardin et Lefrançois reconnaissent que « les objectifs associés à la citoyenneté étaient beaucoup plus discrets..., les auteurs se bornant à affirmer qu'il fallait au tournant du secondaire, "insister sur les éléments de civisme" ».

En qui a trait au programme d'*Histoire du Québec et du Canada de 1982*, les trois auteurs nous disent que sur sept finalités quatre se rapportaient à l'éducation à la citoyenneté dont celles-ci : « avoir développé une attitude d'ouverture et de respect à l'égard des valeurs autres que les siennes » et « avoir pris conscience de son rôle de citoyen responsable de l'avenir de la collectivité ».³ Cependant, ils oublient de mentionner qu'à l'intérieur des objectifs d'apprentissage (généraux, terminaux et intermédiaires) du programme d'histoire, l'éducation à la citoyenneté n'était pas présente et pas du tout explicite comme le prétendent messieurs Éthier, Cardin et Lefrançois dans leur texte. Bref, durant plus de vingt ans, l'éducation à la citoyenneté demeura une simple finalité dans l'enseignement secondaire, une sorte de vœu pieux inséré dans le texte introductif du programme, mais que la majorité des enseignants ne tinrent pas compte dans la pratique étant donné que cette finalité ne faisait pas partie de leur enseignement en classe et de leur évaluation.

Si on en vient à l'éducation à la citoyenneté dans les programmes actuels, ceux de 2006, nous sommes bien obligés de constater que cette éducation citoyenne est particulièrement orientée dans le but de faire adhérer les élèves à une société certes démocratique, mais néolibérale et mondialisée. Curieusement, les auteurs qui se disent progressistes occultent ce fait pourtant indéniable lorsqu'on étudie en profondeur les contenus des programmes et manuels d'histoire. Prenons juste un exemple. Dans un de ces manuels, on pose la question à l'élève : « la mondialisation a-t-elle seulement des effets néfastes sur l'économie québécoise ? Ou encore « quels moyens le Québec prend-il pour s'adapter à la mondialisation des marchés »?⁴

Par ailleurs, cette éducation citoyenne contrairement aux programmes antérieurs est particulièrement explicite, notamment avec la compétence 3 : Consolider l'exercice de sa citoyenneté à l'aide de l'histoire. Cette dernière compétence doit obligatoirement faire partie de l'enseignement du professeur au quotidien. Bien qu'elle ne soit plus présente dans le bulletin de l'élève, elle doit tout de même être évaluée en

cours d'année lors des examens et travaux en classe, ce qui n'était pas le cas avec le programme de 1982.

Certes, à l'instar des Éthier, Cardin et Lefrançois, nous sommes tout à fait d'accord avec le fait que l'école doit former des citoyens libres, autonomes, critiques, éclairés et engagés pour agir dans leur société respective. Toutefois, nous ne croyons pas que cette éducation citoyenne doit être réservée au cours d'histoire mais à toutes les matières, ainsi qu'à la société québécoise dans son ensemble.

Présence d'un nationalisme civique dans le programme d'histoire de 1982

Pour ce qui est de l'autre problématique, c'est-à-dire l'introduction d'un nationalisme civique dans les contenus des programmes d'histoire, les auteurs affirment que la conception d'un nationalisme civique était déjà bien présente dans le programme d'histoire du Québec et du Canada de 1982. Regardons cela d'un peu plus près. Encore une fois, si nous nous en tenons au texte introductif du programme de 1982, il est tout à fait vrai que les rédacteurs du programme précisait que « l'histoire nationale concerne tous les Québécois quelle que soit leur origine ethnique, linguistique, sociale ou religieuse. Par conséquent, elle doit refléter leur diversité : rendre compte des différences et les respecter ».⁵ Bien entendu, nous étions en présence « d'une lecture pluraliste et inclusive du passé québécois axée sur l'évolution de la société québécoise » et nous n'avons jamais dit le contraire. Toutefois, ce nationalisme civique inclusif ne mettait pas en marge l'histoire politique et constitutionnelle et les événements singuliers et conflictuels de notre histoire.

Notamment, lors de la critique du programme en 2006, jamais avons-nous affirmé que nous étions contre cette conception de l'histoire nationale inclusive et ouverte qui prévaut depuis 1982 dans les programmes d'histoire. Ce que nous avons dénoncé, en 2006, c'est avant tout la javellisation de l'histoire de Québec qui occultait dorénavant des grands pans de l'histoire politique, notamment les rapports conflictuels entre les peuples venus s'installer en Amérique du Nord et les ruptures constitutionnelles qui constituent des dates charnières dans la mémoire collective des Québécois (1760, 1763, 1774, 1791, 1840, 1867 et 1982). Pour notre part, le fait de secondariser ces moments forts de notre histoire dans les programmes d'histoire contribue à aseptiser les contenus historiques et à faire fi de l'histoire de la lutte entre les Canadiens anglais et les Canadiens français pour la prépondérance de leur nation respective. Vouloir enseigner cette lutte historique et les rapports conflictuels qui sévissaient entre les deux entités et qui marquèrent la mémoire collective des Québécois ne signifie pas, pour autant, que nous sommes contre un nationalisme inclusif et respectueux des autres. Adhérer à un nationalisme civique et politique, c'est avant tout être en faveur d'une histoire qui prend en compte toutes les dimensions : politique, économique, sociale, culturelle, religieuse, féministe qui la caractérisent. Soulignons, par ailleurs, que la dimension féministe est pratiquement absente du contenu du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* de 2006.

À ce sujet, dans le programme de 1982, il est clairement stipulé qu'« on ne saurait prétendre amener l'élève à comprendre la société actuelle sans l'éveiller à la complexité

des diverses dimensions qui interviennent dans la construction du réel ».⁶ De plus, le nationalisme civique des programmes de 1982 ne craignait pas de souligner sans complexe l'histoire du passé canadien et canadien-français de la majorité québécoise. D'ailleurs, les auteurs reconnaissent que le « programme d'histoire nationale [de 1982] se structurait chronologiquement autour de ruptures constitutionnelles » et que « la plupart des enseignants d'histoire relataient toujours une saga québécoise, ponctuée de faits politiques et favorisant l'identification non réfléchie à une communauté prédéfinie ». Donc, ils ne peuvent nier que le programme de 1982 donnait une importance accrue à la dimension politique de l'histoire du Québec et par conséquent, les événements conflictuels de notre histoire n'étaient pas minimisés comme c'est le cas depuis 2006 dans le programme de 3^e et 4^e secondaire. Situation navrante que nous avons déplorée dès le début, ce qui nous a amené, en 2009, à la création de la Coalition pour l'histoire afin de corriger cette dérive.

Des historiens progressistes et des conservateurs s'unissent...

Comme nous le disions au tout début du texte et contrairement à ce que prétendent Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David Lefrançois, chez un bon nombre d'opposants au programme de 2006 nous ne sommes pas en présence d'une « idéologie relevant du nationalisme conservateur », mais bien plus pour un retour à une trame historique qui tient compte également de la dimension politique, nationale et conflictuelle de l'histoire et non seulement des autres dimensions plus au goût du jour en histoire. Certes, il est tout à fait vrai de dire qu'une frange d'opposants au programme se réclame du nationalisme conservateur dont les Mathieu Bock-Côté, Éric Bédard, Charles-Philippe Courtois et qui, doit-on le souligner, jouissent d'une certaine influence dans le milieu nationaliste québécois depuis une dizaine d'années. Toutefois, depuis 2006, nous ne croyons pas qu'il s'agit d'un débat entre d'un côté les didacticiens et historiens « progressistes » et de l'autre les nationalistes conservateurs. Dans chaque camp, il y a des progressistes et des gens plus conservateurs. La dichotomie gauche-droite ne s'applique pas dans le débat sur l'enseignement de l'histoire comme certains, de part et d'autre, voudraient le faire croire. Enfin, comme nous le disions précédemment, plusieurs opposants au programme ne sont pas contre un nationalisme civique ouvert et consensuel si ce dernier prend acte qu'il existe bel et bien des événements moins rassembleurs et plus conflictuels dans notre histoire. On n'a qu'à penser aux Rébellions de 1837–1838 et à la Guerre de la Conquête pour s'en convaincre.

En voulant faire croire aux néophytes dans le débat qu'il s'agit d'une querelle entre d'un côté les bons didacticiens et historiens « progressistes » ouverts et rassembleurs et de l'autre les méchants nationalistes conservateurs fermés et étroits d'esprit, on occulte le vrai débat qui consiste depuis trente ans à s'opposer entre historiens du politique et historiens de l'histoire sociale. Il est bien plus là le vrai problème, depuis 2006, avec le contenu des programmes d'histoire. Ne nous leurrons pas. Quand les Éthier, Cardin et Lefrançois écrivent que la « centration nationaliste ne se démentit pas », ils se trompent. Il serait plus avisé de parler de centration du politique chez les

opposants au programme de 2006. En effet, ce que dénoncent les différentes études de la Coalition pour l'histoire, ce sont l'absence ou la marginalisation de la dimension politique dans l'enseignement de l'histoire. Donc, nous ne pouvons pas prétendre que ces études reposent « sur des postulats litigieux » qui sont « portés par une idéologie conservatrice ».

Abordons maintenant un autre sujet de prédilection dans ce débat sur l'enseignement de l'histoire, celui de la réforme de l'éducation. N'oublions pas que la majorité des opposants de 2006 ont critiqué aussi l'approche par compétence et le socioconstructivisme que nous retrouvons à l'intérieur des programmes d'histoire. À ce propos, plusieurs d'entre eux ont participé à la rédaction du livre *Contre la réforme pédagogique* dont les deux codirecteurs, Robert Comeau et Josiane Lavallée, sont également les deux historiens initiateurs de la Coalition pour l'histoire, comme nous l'avons vu précédemment. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirment les trois didacticiens, dans ce débat sur la réforme de l'éducation, il y a des chercheurs, tant progressistes que conservateurs issus de diverses disciplines (sciences de l'éducation, sociologie, politique, philosophie, histoire) qui ont dénoncé cette approche pédagogique du socioconstructivisme et l'approche par compétence où l'élève est appelé à construire ses savoirs et ses propres interprétations historiques avec l'aide de son guide-enseignant. Malheureusement peu d'historiens universitaires sont intervenus dans ce débat. Seuls quelques-uns osèrent critiquer cette réforme et se mouiller dans ce débat. Bien entendu, aucun didacticien ne s'opposa à celle-ci.

Les auteurs-didacticiens reconnaissent eux-mêmes la relégation des historiens dans le dossier de l'enseignement de l'histoire. Selon eux, « les historiens nationalistes québécois » proches de la Coalition pour l'histoire reprochent aux didacticiens cette mise à l'écart et critiquent par conséquent la didactique de l'histoire en tentant de la discréditer. S'il est vrai que certains membres de la Coalition sont particulièrement durs et amers envers la discipline didactique et ceux qui l'enseignent. Il est toutefois erroné de prétendre que tous ceux et celles qui ont dénoncé le programme de 2006 souhaitent voir disparaître l'enseignement de la didactique dans la formation des maîtres à l'université. Ils souhaitent, sans contredit, un retour du balancier afin que la didactique de l'histoire ait sa juste place au même titre que les cours disciplinaires qui ont fondu comme neige au soleil depuis l'implantation de la réforme dans les programmes universitaires de formation des maîtres. Les cours disciplinaires sont primordiaux dans toute formation menant à l'enseignement de même que les cours de didactique. Il est malheureux de voir, depuis quelques années déjà, cette opposition entre les didacticiens et les historiens sur cette question, car nous avons besoin des deux disciplines pour former des futurs enseignants d'histoire qui seront passionnés pour leur matière et soucieux de bien la transmettre en regard des avancées de la discipline historique et de la didactique de l'histoire.

Coalition pour l'histoire : des néonationalistes et des nationalistes conservateurs...

Avant de conclure, il y a un autre point important à clarifier en regard des différents courants de pensée en histoire du Québec (le néonationalisme, le nationalisme

traditionnel et le fédéralisme). Contrairement à ce qu'affirment les trois auteurs, chez les opposants du programme 2006 nous retrouvons deux courants de pensée : les néonationalistes qui se réclament davantage de l'héritage de la Révolution tranquille et les nationalistes conservateurs traditionnels nostalgiques du nationalisme groulxiste et des années duplessistes.

Dans un premier temps, ces néonationalistes que nous retrouvons parmi les opposants au programme d'histoire s'identifient à une nation québécoise avant tout politique, et de ce fait reliée au territoire québécois. À leurs yeux, cette nation se doit d'être inclusive et ouverte à l'apport de l'immigration québécoise, sans toutefois renier le passé québécois de la majorité. Ces historiens néonationalistes se définissent davantage comme des progressistes au plan social et économique et sont en accord avec l'intervention de l'État québécois pour répartir la richesse entre Québécois. Dans un deuxième temps, il y a bien entendu au sein de la Coalition pour l'histoire des historiens beaucoup plus conservateurs adhérant à un nationalisme traditionnel qui se réclame davantage de la conception de la nation du chanoine Lionel Groulx que de celle des historiens néonationalistes de l'École de Montréal que furent les Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault. Par conséquent, on ne peut prétendre comme tentent de le faire croire Éthier, Cardin et Lefrançois que les « coalisés... se sont attaqués à l'œuvre insouciant de démolition des historiens néonationalistes issus de la Révolution tranquille », puisque plusieurs coalisés sont eux-mêmes des néonationalistes s'identifiant à une nation québécoise politique et non culturelle. Et bien entendu tout à fait ouverte et inclusive pour les nouveaux arrivants.

Même s'il est vrai qu'il existe une frange d'opposants au programme d'histoire reliée à la droite culturelle et identitaire conservatrice, il ne faut surtout pas généraliser et faire croire à l'opinion publique que tous ceux et celles qui s'opposèrent au contenu du programme d'histoire du Québec dès 2006 mangeaient tous au râtelier du nationalisme conservateur. Évidemment, à l'instar des Éthier, Cardin et Lefrançois, nous sommes conscients que cette frange nationaliste conservatrice au sein de la Coalition pour l'histoire souhaite revenir à une histoire particulièrement événementielle axée principalement sur les grandes figures historiques et les grandes dates de notre histoire nationale. Certes, nous pouvons certainement s'en désoler car nous ne souhaitons pas revenir à un enseignement prioritairement politique et événementiel de l'histoire. Enfin, nous sommes tout à fait d'accord avec les trois didacticiens qu'il faut resituer et analyser le programme de 2006 dans un contexte évolutif. Toutefois, contrairement à eux, nous ne pensons pas que ce programme s'inscrit davantage dans la continuité que dans la rupture depuis le Rapport Parent.

En guise de conclusion

Pour clore, contrairement aux trois didacticiens critiques, nous ne croyons pas que la gauche et la droite s'opposent dans ce débat sur l'enseignement de l'histoire. Le problème se situe bien ailleurs et est beaucoup plus profond. Comme nous le disions précédemment, le débat qui a fait rage en 2006 et qui continue à alimenter les pages des journaux réside bien plus dans deux visions de l'histoire, une plus politique et

une autre plus sociale. Il ne s'agit pas de « deux idéologies reflétant des positions et des intérêts sociaux inconciliables » comme le prétendent les trois auteurs. Nous n'avons pas d'un côté une vision de l'histoire archaïque et de l'autre une vision émancipatrice de l'histoire respectueuse des diversités. Associer l'opposition entre ces deux courants avec l'accentuation de la polarisation sociale (gauche-droite) suite à la crise économique de 2008 reflète chez les trois didacticiens un biais idéologique tout à fait déplorable qui n'éclaire en rien le débat sur l'enseignement de l'histoire. Bref, l'histoire politique est tout aussi conciliable avec la gauche que la droite, de même que l'histoire sociale. La justice sociale en éducation et en histoire n'appartient pas aux réformateurs de l'an 2000 et aux didacticiens, mais à tous et celles qui ont à cœur d'offrir aux élèves québécois de toutes conditions sociales une éducation de qualité et un enseignement de l'histoire respectueux de son passé. En niant ce fait indéniable, les trois auteurs gommant la réalité et entrent dans la sphère du militantisme.

Notes

- 1 Le président de la Société-Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Mario Beaulieu, nous invita en janvier 2009 à se joindre à son équipe de conseillers généraux pour voir à la création d'une Coalition pour l'histoire dans le but de faire la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec.
- 2 Dès le début du débat en mai et juin 2006, plusieurs historiens progressistes ont critiqué le contenu du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* dont les historiens de la Chaire Hector-Fabre (Jean-Marie Fecteau, Stéphane Paquin, Bernard Dansereau, Mourad Djebabla, Robert Martineau, Michel Sarra-Bournet), ainsi que des historiens de l'Institut de l'Amérique française (Marc Vallières et Lucie Piché). En septembre 2006, dans une lettre ouverte au *Devoir*, des historiens dont Robert Comeau, Josiane Lavallée, Jean-Marie Fecteau, Michel Sarra-Bournet, Jean-Paul Bernard, Micheline Dumont, Alfred Dubuc, Yves Gingras, Denise Angers, Martin Pâquet et Laurent Lamontagne (SPHQ) dénoncèrent ce programme avec certains de leurs collègues sociologues et politologues.
- 3 Ministère de l'Éducation du Québec, Programme d'études *Histoire du Québec et du Canada*, 4^e secondaire Québec, 1982, p. 13.
- 4 Sylvain Fortin, Maude Ladouceur, Sylvain Larose, Fabienne Rose, *Fresques*, Histoire et éducation à la citoyenneté, 2^e cycle du secondaire, Montréal, Chenelière Éducation, 2007, p. 135.
- 5 Ministère de l'Éducation du Québec, Programme d'études *Histoire du Québec et du Canada*, 4^e secondaire Québec, 1982, p. 12.
- 6 Ibid; p. 12.